

« Bâillonnés »

Nous allons donc vous énumérer les raisons de notre mobilisation : Évidemment, les fameux e3c. Nous nous y opposons à plusieurs titres. Ces épreuves arrivent trop tôt dans la formation intellectuelle des élèves. Elles sont également mal formatées dans plusieurs matières : beaucoup trop courtes pour les filières générales en histoire-géographie, identiques en lv1 et lv2 entre les séries technologiques et générales alors que ces premières ont une demi-heure en moins de lv1 et lv2 par semaine... Elles génèrent un stress accru sur des élèves déjà opprimés par le carcan français des notes et contribuent à dévaloriser le sens même de l'examen car les élèves ont le sentiment d'être évalués en permanence. Surtout, dans la mesure où le choix des sujets et la correction se font par les enseignants de l'établissement, elles établissent un bac local, dont la valeur repose sur l'image de l'établissement. Pour un lycée situé à Elbeuf, cela revient donc à désavantager les élèves et rompre l'idéal républicain qui est censé prévaloir au sein de l'éducation nationale. La France est depuis plusieurs années critiquée par les classements internationaux pour son incapacité à empêcher la reproduction des inégalités, le gouvernement d'Emmanuel Macron ouvre la voie tout ouverte au cauchemar de Bourdieu.

« Abandonner une spécialité »

Les incohérences générales de la réforme. Nous ne sommes pas hostiles aux changements mais à condition qu'ils soient synonymes de réelles améliorations pour l'élève. Au-delà des e3c, nous nous opposons ainsi à plusieurs nouvelles modalités du bac. Le grand oral nous inquiète et nous semble relever d'un amateurisme inquiétant. Les attendus exacts de cette épreuve ne sont toujours pas connus et seules les heures en classe entière de spécialité à partir de mars de l'année de terminale lui seraient consacrées. Pour une épreuve à coefficient pourtant très important, 10 pour la voie générale, 14 pour la voie technologique, cela nous semble largement insuffisant. Également, les choix des thématiques des nouveaux programmes sont critiqués dans de nombreuses matières, en particulier la SVT et la physique-chimie. La contrainte de devoir abandonner une spécialité en fin de première nous apparaît comme une aberration et un enfermement pour l'orientation de l'élève. Enfin, le retrait des mathématiques du tronc commun a surchargé les effectifs de la spécialité et abouti à des groupes très hétérogènes.

La dégradation des conditions de l'enseignement scolaire. Nous ne supportons plus d'enseigner dans des classes surchargées. Les classes de 35 élèves sont devenues la norme. Le suivi des élèves est par conséquent beaucoup plus compliqué et des élèves, les plus discrets, passent malheureusement à la trappe. Il est aussi beaucoup plus

difficile, voire impossible, de mettre en place des activités plus originales qui supposent des effectifs plus réduits. Nous aimerions également avoir de meilleures ressources matérielles : pouvoir réaliser des photocopies couleur quand cela est nécessaire, ne pas devoir se battre pour réussir à obtenir un créneau en salle informatique...

Notre statut. Nous nous opposons avec force à la réforme des retraites. De l'aveu même de l'ancien haut-commissaire aux retraites, Jean-Paul Delevoye, je cite, « **Les enseignants sont pénalisés si nous appliquons sans correction le système** ». Or, samedi dernier, le conseil d'État lui-même a estimé que la promesse de revalorisation salariale du ministre Jean-Michel Blanquer, censée compenser la forte baisse de nos retraites, sera probablement anticonstitutionnelle. Le gouvernement se moque tout simplement de nous. Au-delà de la question des retraites, nous souhaitons une réelle amélioration de notre statut. Nous voudrions ainsi bénéficier d'une réelle médecine du travail comme dans la plupart des professions. Nous demandons également une revalorisation salariale. Nous avons choisi ce métier par vocation, mais cet amour du métier ne justifie pas d'être sous-payé car la satisfaction professionnelle ne nourrit pas. À tous les niveaux (primaire, collège, lycée), un enseignant français qui débute gagne en moyenne moins que ses homologues de l'OCDE et de l'UE. Idem après 15 ans de carrière, où l'écart se creuse davantage encore, pour des temps de travail hebdomadaires similaires, soit 41 heures environ.

« Les gardiens d'un idéal »

L'existence d'un réel mal-être au sein de notre profession. Tous les indicateurs en témoignent : baisse de 10 % en moyenne du nombre de candidats inscrits aux concours de l'enseignement secondaire, augmentation de 209 % du taux de démission des enseignants stagiaires depuis 2012. Surtout, la rentrée scolaire a débuté avec le suicide d'une collègue, Christine Renon, épuisée par son travail.

La profession va mal. Nous ne nous amusons pas à jouer les Cassandra, nous souhaitons être entendus afin d'améliorer une institution en mauvais état, au nom d'un idéal républicain auquel nous avons dédié notre carrière. En 2003, le ministre des affaires étrangères Dominique de Villepin avait déclaré à propos de l'intervention américaine en Irak : « **Dans ce temple des Nations Unies, nous sommes les gardiens d'un idéal, nous sommes les gardiens d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix.** ». Ce discours est considéré comme l'un des plus beaux et des plus forts de l'histoire diplomatique française. À nous de le reprendre pour notre cause : « **Dans ce temple qu'est l'école, nous sommes les gardiens d'un idéal, d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité à l'éducation dans l'équité et l'excellence, pour tous** ».

Merci de nous avoir lus.

